

ARMEE LUXEMBOURGEOISE



Etat-Major

LUXEMBOURG, le 23 décembre 19

Caserne Grand-Duc Jean  
B.P. 166  
L-9202 DIEKIRCH  
☎ : (++352) 26809-1  
Fax : (++352) 24758939

Ref No :

Class No :

Objet : **Demande d'observations au changement d'emploi – AdjCh Christian SCHLECK –**

V/Ref : %

Annexe(s) /

L'Adjudant-Chef Christian SCHLECK

à

Monsieur le Général, Chef d'Etat-Major de l'Armée

Mon Général

Je me permets de vous adresser la présente dans le cadre de votre « *demande d'observations au changement d'emploi* » m'adressée en date du 11 décembre 2019 contre récépissé. Je vous rappelle que lors de la remise de votre demande en main propres, j'avais formulé mes réserves les plus générales à l'égard de la procédure et je n'avais acquiescé à quoi que ce soit tant par rapport au fond que par rapport à la forme.

De prime abord, je tiens à souligner que je me réserve toujours le droit de soulever toute irrégularité, voire illégalité de procédure, à tout moment ultérieur (qu'elle soit de forme ou de fond), quand bien même ne serait-elle pas dénoncée par mes soins dans le présent courrier.

Le relevé des irrégularités, voire illégalités, de procédure font partie intégrante de mes objections et observations qui me sont demandées. Elles sont à considérer comme faisant partie intégrante des objections/observations formulées *in concreto* par rapport à ma désaffectation du Bureau de l'Information de l'Armée (ci-après « BIA ») et mon affectation au Bureau d'Ordre Auxiliaire de l'Armée (ci-après « BOA »).

#### **I. Irrégularités / Illégalités / Nullités de procédure**

J'estime la procédure juridique de « *changement d'emploi* » diligentée à mon encontre irrégulière et illégale et je la conteste tant d'une manière générale que *ut singuli*. Elle est partant nulle.

1. De prime abord, j'estime qu'il est fait usage d'une procédure erronée à mon égard. Il y aurait eu lieu de m'adresser une « demande d'observations au changement d'affectation ».

2. Ensuite, j'estime que toute la procédure en son intégralité est irrégulière et donc nulle pour avoir été diligentée *ex post* à ma désaffectation de fait de mon poste précédent au BIA. Elle est censée entériner une désaffectation qui a déjà eu lieu dans les faits. Ceci est en tous points contraire aux dispositions légales en vigueur en matière de changement d'affectation dans la fonction publique.

En effet, à ce sujet vous n'êtes pas sans savoir que :

- fin juin, voire début juillet on m'avait informé que je serais affecté au poste du Bureau d'Ordre Auxiliaire de l'Armée. A cette fin, il m'avait d'abord été indiqué que je commencerais sur mon nouveau poste en date du 01er septembre 2019. ;
- Suite à mes objections et quant au départ de Madame [ ] (ConsComm), cette date a ultérieurement été reportée au 01 décembre 2019.
- Fin août 2019, j'ai été instruit de me manifester auprès de l'AdjCh [ ] aux fins de l'informer de mes disponibilités début décembre 2019. Il s'agissait en effet de m'inscrire à une formation destinée à me former pour le Bureau d'Ordre Auxiliaire de l'Armée.
- En septembre 2019, précisément en date du 23 septembre 2019, mon remplaçant à mon ancien poste au Bureau d'Information de l'Armée m'a été assigné. J'ai été instruit de le préparer pendant la phase de transition, tâche que j'ai par ailleurs accomplie. La remise-reprise est faite depuis le 23 septembre 2019 avec mon remplaçant pour le poste au Bureau d'ordre auxiliaire de l'Armée Cette remise/reprise inclut tous les volets (volet administratif, volet matériel, volet organisationnel). Il y a lieu de savoir que le volet budget a été transmis à une autre personne que mon remplaçant.
- Au sujet de ma désaffectation, vous n'êtes pas sans savoir que l'ordre formel de faire la remise / reprise, d'enlever mes affaires personnelles au Bureau de l'Information de l'Armée m'avait été donné ;
- En octobre 2019, sur instruction de ma hiérarchie, j'ai posé ma demande pour la nouvelle clearance nécessaire pour le poste du Bureau d'Ordre Auxiliaire de l'Armée.
- En novembre, précisément en date des 06 novembre 2019 (de 10h00 à 12h00), 20 novembre (10h00 à 12h00 et de 13h30-16h40) et le 25 novembre (de 13h00 à 17h00) la remise-reprise a déjà été faite avec mon prédécesseur au Bureau d'Ordre Auxiliaire en ce qui concerne le volet « Infrastructure ». Évidemment, rien n'a encore été fait en ce qui concerne documents, fichiers et accès restreints. Par ailleurs, je vous signale qu'à ce jour je n'ai toujours pas reçu l'approbation de ma nouvelle « clearance » ;
- En décembre, précisément du 2 décembre 2019 au 6 décembre 2019, j'ai dû suivre une formation à Oberammergau dans le cadre de ma nouvelle affectation ;

Tout ceci prouve incontestablement que je suis déjà désaffecté de mon poste au BIA depuis le 23 septembre 2019 au plus tard. Ceci démontre également que la remise/reprise au nouveau poste BOA n'a plus qu'à être formalisée alors qu'elle a déjà eu lieu dans les faits en ce qui concerne le volet « Infrastructure » sachant que le volet « Documentation » n'a pas encore pu être attaqué en l'absence de l'accord sur ma clearance (*cf.* 6 nov, 20 nov et 25 nov).

Il y aurait d'abord eu lieu de diligenter la procédure de changement d'affectation à mon encontre avant de me réaffecter dans les faits.

3. Finalement, il me semble que vous ayez procédé à ma désaffectation du BIA et mon affectation au BOA sans que je n'aie jamais à aucun moment posé de candidature pour un changement d'affectation quelconque. Alors que deux autres membres de l'Armée ont présenté leurs candidatures écrites en bonne et due forme pour le poste au BOA, je n'arrive pas à comprendre comment mon absence de candidature ait pu être retenue par rapport à deux autres candidatures écrites expresses faites dans les formes et délais



prévus par la loi.

En conséquence, je réitère que je considère toute la procédure viciée, irrégulière et partant nulle en ce qu'elle est diligentée en violation flagrante des dispositions légales y relatives. Ces arguments, pris isolément, devraient vous faire parvenir à la conclusion qu'il n'est plus possible de poursuivre cette procédure à mon encontre à ce stade.

Néanmoins, afin d'être complet, je me permets également encore de vous formuler l'intégralité de mes objections par rapport au fond de ma désaffectation et de ma réaffectation.

## II. Objections

J'ai un nombre d'objections à formuler par rapport à ma désaffectation – que je dois rappeler que je considère comme étant illégale – du BIA et j'ai un nombre d'objections à formuler par rapport à mon affectation au BOA que je considère également comme étant illégale.

### a. Objections relatives à ma désaffectation du BIA

Les objections sont présentées sans ordre particulier.

4. En date du 15 mai 2019, j'ai été convoqué à un rendez-vous avec le Chef d'Etat-Major Adjoint. Lors de ce rendez-vous, celui-ci m'avait soumis un formulaire d'entretien individuel pour signature.

Il ressortait de ce formulaire que l'Etat-Major était contrarié par mon activité syndicale et souhaitait que je veille à ce que ceci n'impacte pas ma fonction au BIA. Parallèlement, sur le même document, je me suis vu faire un nombre d'autre reproches tout aussi vagues qu'infondées contre lesquelles je n'aurais jamais – du fait de leur caractère extrêmement vague – pu me défendre.

A la même occasion, on m'a indiqué qu'on me réaffectera très prochainement.

L'unique conclusion possible face à ceci est que l'Etat-Major était gravement contrarié par mon activité syndicale et qu'elle considérait qu'elle est incompatible avec l'accomplissement de mes tâches au BIA.

Vous n'êtes pas sans savoir que je suis le président du syndicat professionnel de l'Armée (ci-après « SPAL »).

Dans ce contexte, je dois vous réitérer mon objection la plus formelle et expresse. Il est constitutionnellement interdit de désaffecter un subordonné d'un poste à cause de son engagement syndical. Ce serait une entrave à la liberté syndicale.

Alors que je vous ai exposé ci-dessus que, dans les faits, j'ai déjà été désaffecté de mon poste BIA, cette entrave à la liberté syndicale est consommée et parfaite.

5. Tous contacts établis par mes soins sur les années passées (CPOS, SPOS, Chefs du personnel des différentes administrations, offices, services de la Fonction publique, Secteur communal...) ne sont pas simplement transmissibles de personne à personne. Une nouvelle équipe mettrait plusieurs années à rentrer dans ces relations établies, durée pendant laquelle le fonctionnement du Bureau de l'Information de l'Armée est compromis.

6. Mon remplaçant au Bureau de l'Information de l'Armée, le SgtCh[ ] a réussi l'examen-concours pour la carrière B1 et il sera engagée dans cette carrière au MFPPRA à partir du 01 février 2020. Il n'exécute donc plus sa tâche, tâche pour laquelle il m'avait remplacé, au BIA depuis le 20 décembre 2019 jusqu'à son départ officiel.

7. Je ne suis sur mon poste actuel que depuis le 17 novembre 2017 un peu plus de deux années au moment où vous m'avez désaffecté. Il ne saurait donc être question de désaffectation sur base d'un prétendu « principe de rotation au sein de l'Armée ». Vous savez fort bien qu'un tel « principe » n'existe en réalité pas. D'ailleurs, quand bien même un tel principe existerait – quod infinitum non – ma « rotation » suivant ce principe fantôme ne serait pas encore due. Vous avez en effet affirmé à



d'innombrables reprises que cette rotation s'effectuait dans un rythme de 3 à 5 années et je ne rentre pas dans cette fourche pour n'être sur mon poste au BIA que pendant deux années.

Si jamais un tel principe était d'application – en violation des dispositions légales en vigueur pour les changements d'affectation dans la fonction publique quod non – je vous signale que je figure actuellement d'un point de vue ancienneté dans le Corps des Sous-officiers de carrière sur le rang 57 et que nombre de sous-officiers (ce ne sont pas des sous-officiers spécialisés) sont depuis beaucoup longtemps que 3 à 5 années sur leur poste et qu'ils devraient dès lors être affectés au BOA en priorité par rapport à ma personne.

8. Je n'ai jamais posé de candidature pour un autre poste. Je n'ai jamais ni même exprimé le moindre intérêt pour une nouvelle affectation.

9. Je ne partage pas votre avis en ce qui concerne la nécessité du rajeunissement du cadre responsable du Bureau de l'Information de l'Armée. Bien au contraire, une équipe bien installée – dans un contexte de manque d'effectifs – aussi bien au point de vue grade, âge physique, avec une certaine expérience professionnelle est nécessaire pour assurer le fonctionnement dudit bureau. Par ailleurs, le fait que le président du Syndicat Professionnel de l'Armée soit le recruteur des jeunes a toujours été un point très positif qui a servi à mettre en évidence l'atmosphère qui est normalement censée régner au sein d'une armée.

b. Objections relatives à l'affectation envisagée au BOA

Les objections sont présentées en ordre d'importance décroissant.

10. Je n'ai jamais posé de candidature pour un autre poste. Je n'ai jamais ni même exprimé le moindre intérêt pour une nouvelle affectation. Je vois donc mal comment ma candidature aurait pu être retenue par rapport à deux autres candidatures écrites expresses et faites dans les délais et formes prévues par la loi.

11. La clearance nécessaire pour le poste BOA est très élevé. L'accès qui va de pair avec cette clearance me compromettra gravement en ma fonction de président du SPAL. Il me sera impossible de discuter de quoi que ce soit dès mon entrée en contact avec ces éléments classifiés. Le poste BOA est donc intrinsèquement incompatible avec ma fonction en tant que président du SPAL et mon activité syndicale et m'empêchera de l'exercer d'une quelconque façon.

12. Le profil de la fonction de Sous-Officier au BOA est fixé clairement à une tâche à 100% (cf. publication OJA). Je vous ai à ce sujet signalé à de maintes reprises que mes activités syndicales et mon congé parental résulteraient en ce que je ne serai capable que d'assurer tout au plus 50% d'une tâche à 100%. Je vous ai à ce sujet également expliqué que si j'étais affecté à un emploi au Centre militaire, les absences pour activités syndicales seraient encore supérieures à cause des déplacements entre Diekirch et Luxembourg qui deviendraient incontournables. Je réitère ces objections et explications dans les présentes.



C. SCHLECK  
Adjudant-Chef